



Audience avec M. Blanquer, le ministre nous propose un marché de dupes

Le 13 décembre, la FNEC FP-FO a été reçue pendant une heure par le ministre de l'Éducation nationale, et par plusieurs responsables du ministère ainsi que par un conseiller du Premier ministre. Nous n'avons rien appris de plus qu'après le discours du Premier ministre.

Ce qui est certain :

- le gouvernement veut supprimer le Code des Pensions civiles et la règle de calcul des pensions sur la base des 6 derniers mois, ce qui conduirait à une baisse drastique du montant des pensions, plusieurs centaines d'euros par mois ;
- le gouvernement veut augmenter la durée de cotisation ;
- les rémunérations des personnels de l'Éducation nationale sont faibles, du fait du blocage des salaires depuis des années. Et comme ses prédécesseurs, le gouvernement se refuse à augmenter le point d'indice.

En face, la promesse fumeuse d'une « revalorisation »

Le ministre peut bien s'engager, comme le Premier ministre, à compenser les baisses de pensions par une hypothétique augmentation du régime indemnitaire des personnels de l'Éducation nationale, nous n'avons aucune précision chiffrée. « Des sommes considérables », selon M. Blanquer. En réalité le ministre tente de nous faire accepter la réforme en échange de primes conditionnées par la « réorganisation du travail » des personnels. M. Macron à Rodez avait suggéré des pistes : remise en cause des congés, augmentation du temps de travail...

Le ministre nous propose un marché de dupes : l'acceptation de la fin de notre Code des pensions de fonctionnaires d'Etat, c'est-à-dire la fin d'un pan entier de notre statut de fonctionnaire d'Etat, ce qui implique une baisse drastique de nos pensions, en échange d'une vague promesse de revalorisation.

Pour la FNEC FP FO le plus court chemin pour éviter la catastrophe, c'est le RETRAIT de la réforme Macron-Delevoye. Augmenter les salaires : OUI, détruire le Statut : NON

L'heure est donc à la mobilisation générale.

Le gouvernement ne nous laisse pas le choix : amplifions la grève unie, sans interruption, jusqu'au retrait, comme le font les salariés de la SNCF et de la RATP. C'est pourquoi depuis hier les dockers du Havre et de Marseille ont décidé de cesser le travail et de bloquer les ports. C'est pourquoi les électriciens et gaziers, par la grève et les piquets de grève bloquent nombre de sites.

Dans l'Éducation nationale comme dans tous les secteurs :

Assemblées Générales partout : décidez la grève et organisez sa généralisation !

Montreuil, le 13 décembre 2019